

FERENC MAJOROS

DOCTEUR EN DROIT ET ÈS SCIENCES POLITIQUES
MAÎTRE DE RECHERCHES A LA FACULTÉ DE DROIT
DE COLOGNE

**LES
CONVENTIONS INTERNATIONALES
EN MATIÈRE DE DROIT PRIVÉ**

Abrégé théorique et traité pratique

II

Partie spéciale I

LE DROIT DES CONFLITS DE CONVENTIONS

PRÉFACE DU PROFESSEUR

Bernard DUTOIT

DIRECTEUR DE L'INSTITUT
DE DROIT COMPARÉ

A LA FACULTÉ DE DROIT DE LAUSANNE

ÉDITIONS A. PEDONE

13, Rue Soufflot, 13

PARIS

TABLE DES MATIÈRES

PAGES

CHAPITRE I. — PROGRAMME DU VOLUME	3
§ 1. — <i>Relations entre les premier et deuxième volumes</i> ..	4
§ 2. — <i>Travaux dépassant les limites du volume. Justification de la répartition des examens dans le temps</i>	4
§ 3. — <i>Fonction de cette partie spéciale</i>	6
§ 4. — <i>Conclusions tirées pour l'aménagement de cette partie de l'ouvrage à partir des premiers commentaires sur le volume précédent</i>	7
§ 5. — <i>Aménagement du volume</i>	10
§ 6. — <i>Système des références du volume</i>	11
a) <i>Mécanisme</i>	11
b) <i>Justification</i>	12
§ 7. — <i>Localisation des rattachements opérés dans cet ouvrage, dans l'ensemble de l'examen des conventions sur le droit privé</i>	14
§ 8. — <i>Remarques sommaires à propos de l'évolution du climat doctrinal depuis 1975</i>	16
CHAPITRE II. — SOMMAIRE DES RÈGLES DE CONFLITS. CRITÈRES DE RATTACHEMENT RETENUS ET CRITÈRES INADÉQUATS POUR LA SOLUTION DES CONFLITS DE CONVENTIONS PORTANT SUR LE DROIT PRIVÉ	21
§ 1. — <i>Tour d'horizon des règles retenues et de celles rejetées</i>	21
§ 2. — <i>La règle du traité antérieur</i>	23
a) <i>Droit conventionnel</i>	26
b) <i>Jurisprudence nationale</i>	30
c) <i>Doctrines en matière de droit des traités</i>	33
d) <i>Doctrines privatistes</i>	40
§ 3. — <i>La règle du traité général ratione materiae</i>	44
§ 4. — <i>La règle du traité hiérarchiquement supérieur</i> ...	46
BIBLIOGRAPHIE CHOISIE	54

	PAGES
RATTACHEMENTS MATIÈRE PAR MATIÈRE. Les règles de conflits appliquées tour à tour à la concurrence des conventions réglementant les différentes matières de droit privé	57
CONFLITS DE JURIDICTIONS	61
CHAPITRE III. — RECONNAISSANCE ET EXÉCUTION DES DÉCISIONS ET DES ACTES ÉTRANGERS	63
§ 1. — <i>Programme du chapitre</i>	63
§ 2. — <i>Examen critique des clauses de compatibilité insérées dans les conventions d'exécution</i>	66
§ 3. — <i>Examen systématique de la Convention de Bruxelles sous l'aspect du droit des conflits de conventions.</i>	79
a) <i>Maintien en vigueur, conformément au droit international public, des Conventions bilatérales visées dans les articles 55 et 56</i>	82
b) <i>Bifurcation des solutions des conflits de dispositions conventionnelles portant soit sur la compétence directe, soit sur l'exécution des décisions</i>	85
§ 4. — <i>Conclusions tirées de la jurisprudence Eurocontrol.</i>	94
§ 5. — <i>Mise en application de la règle de l'efficacité maximale en harmonie avec la complémentarité de la Convention de Bruxelles et des traités spéciaux visés à l'article 57</i>	101
a) <i>Plan</i>	101
b) <i>Mise en place du système basé sur la règle de l'efficacité maximale eu égard au Titre III et à l'article 57 de la Convention de Bruxelles</i>	103
c) <i>L'arrêt Orpheus et l'application, complémentaire à d'autres traités, de la procédure simplifiée de l'exequatur</i>	112
§ 6. — <i>La Convention de La Haye du 1^{er} février 1971 et le droit des conflits de conventions</i>	117
§ 7. — <i>La Convention de Copenhague du 16 mars 1932 sur la reconnaissance et l'exécution des jugements</i>	127
§ 8. — <i>Finalités de la réglementation conventionnelle de la reconnaissance et de l'exécution des décisions étrangères. Vue d'ensemble</i>	130
a) <i>Principes généraux valables pour l'interprétation de la Convention de Bruxelles</i>	131
b) <i>Délimitation et organisation de l'examen de la finalité des réglementations conventionnelles en matière de reconnaissance et d'exécution (§§ 9 à 11)</i>	133

	PAGES
c) Remarques préliminaires à propos d'un examen autonome de la reconnaissance des décisions et des actes étrangers	138
§ 9. — <i>Aspects pratiques de l'application de la règle de l'efficacité maximale en cas de conflits de conventions en matière de reconnaissance des décisions et des actes</i>	142
1) Etendue de la notion (du cercle) des décisions susceptibles de reconnaissance et d'exécution, selon le cas (indépendamment de la matière des décisions)	143
2) Degré de la validité de la décision susceptible de reconnaissance (et d'exécution, selon le cas).	145
3) Champ d'application matériel des conventions concurrentes	146
4) Automatisation de la reconnaissance (reconnaissance sans procédure)	146
5) Recours à une procédure simplifiée lorsqu'est demandée la reconnaissance judiciaire	147
6) Etendue des effets autonomes de la reconnaissance (effets autres que d'exécution)	148
7) Présomption favorable à la reconnaissance	148
8) Intérêts d'agir en cas d'action en exequatur à fin de reconnaissance	149
§ 10. — <i>Exécution des décisions et des actes étrangers : conditions de fond</i>	150
1) Compétence du tribunal étranger (de l'autorité étrangère) qui a rendu (émis) la décision (l'acte).	156
2) Respect des droits de la défense	162
3) Application de la loi compétente d'après les règles de conflits de l'Etat requis, en relation avec l'équivalence de la solution de la décision	178
4) Conformité à l'ordre public international de l'Etat requis	179
§ 11. — <i>Procédure de l'exequatur</i>	196
a) Droit conventionnel	197
b) Jurisprudence	202
§ 12. — <i>Perspectives de l'évolution du droit des conflits de conventions en matière d'exécution de jugements ; la Convention d'adhésion du 9 octobre 1978</i>	212
a) Evolution du droit conventionnel grâce aux articles 12-25 de la Convention d'adhésion	212

	PAGES
b) Etapes de l'évolution doctrinale : extension graduelle de l'application de la procédure simplifiée en cas de concurrence de traités (art. 57).	216
c) Convergence des solutions du nouvel article 57 et de celles issues des chapitres III et IV de ce volume	219
d) Divergence des solutions du nouvel article 57 et de celles recommandées dans ce volume	219
e) Constat d'une évolution générale du droit conventionnel moderne en matière d'exequatur vers une efficacité de plus en plus poussée	222
CHAPITRE IV. — COMPÉTENCE JUDICIAIRE ET MATIÈRES VOISINES ...	227
§ 1. — <i>Vue d'ensemble</i>	227
a) Importance	227
b) Plan	227
c) Règles de conflits appliquées	229
§ 2. — <i>Compétence judiciaire</i>	229
a) Résumé de l'examen des clauses de compatibilité	229
b) Tableau des intérêts — Finalités	232
§ 3. — <i>Ententes attributives de juridiction</i>	247
a) Droit conventionnel positif	247
b) Tableau des intérêts — Finalités	249
§ 4. — <i>Litispendance et connexité — Mesures provisoires et conservatoires</i>	252
§ 5. — <i>Jurisprudence en matière de concurrence de traités</i>	259
a) <i>Landgericht</i> d'Aix-la-Chapelle, 16 janvier 1976.	259
b) Tribunal de commerce d'Anvers, 25 juin 1976, Agence Belgo-Danoise c. Rederij Hapag-Lloyd..	262
c) Tribunal d'arrondissement d'Amsterdam, 19 novembre 1975, Gebr. Hellmann Internationale Spedition, Osnabrück c. Amsterdamse Zee— en Brand Assurantie	264
d) Chambre d'appel de la Commission centrale pour la navigation du Rhin (Strasbourg), 2 mars 1977, Haeger & Schmidt GmbH (Duisbourg) c. Compagnie française de navigation rhénane SA	265
e) Cour de cassation d'Italie, chambres civiles réunies, 10 novembre 1977, Société Nik Arsidi c. Société Magrini	267
f) Cour de cassation d'Italie, chambres civiles réunies, 29 septembre 1977, Société J. Wagner c. Société Larius Import di Castagna & C. — <i>Note avec des réflexions en matière de qualifications.</i>	271

	PAGES
g) Tribunal de commerce d'Anvers ; deux jugements : 15 avril 1975, La Brabançonne c. Havenlijn, 19 novembre 1975, Hamburger Senator Shipping c. Société La Générale de Berne	278
h) Tribunal de grande instance de Marseille (réf.), 28 juin 1977, Boniteau c. Soc. Lloyd Triestino et autres	289
i) Tribunal de commerce de Tournai, 24 novembre 1977, S.A. Jaczon-Frigo c. B.V. Rodenburg . .	293
§ 6. — <i>Mise en œuvre de la règle de la matière spéciale.</i>	294
BIBLIOGRAPHIE CHOISIE	298
ETAT ET CAPACITÉ DES PERSONNES — RELATIONS DE FAMILLE — DROIT SUCCESSORAL	309
CHAPITRE V. — ACTES DE L'ÉTAT CIVIL — FILIATION — INTERDICTION	311
§ 1. — <i>Actes de l'état civil et matières voisines</i>	311
a) Délivrance des extraits d'actes de l'état civil . .	313
b) Indication des noms et de prénoms dans les registres de l'état civil. — Changement de noms..	314
c) Rectification d'actes de l'état civil	316
d) Livret de famille	317
e) Constatation du décès présumé	318
§ 2. — <i>Filiation naturelle</i>	320
a) Déclarations de reconnaissance soit avec, soit sans effets de filiation	320
b) Etablissement de la filiation maternelle	321
c) Statut juridique des enfants naturels	321
d) Légitimation par mariage	323
e) Mise en application de la règle de l'efficacité maximale	325
§ 3. — <i>Adoption</i>	331
a) Droit conventionnel positif	332
b) Tableau des intérêts — Finalités — Rattachements	337
§ 4. — <i>Interdiction (majeurs incapables)</i>	346
a) Droit conventionnel positif	346
b) Tableau des intérêts — Finalités — Rattachements	350
NOTE EN MATIÈRE DE PROTECTION DES MINEURS ET DE «LEGAL KID-NAPPING »	353

	PAGES
CHAPITRE VI. — MARIAGE — RÉGIMES MATRIMONIAUX	355
§ 1. — <i>Mariage</i>	357
a) Droit conventionnel positif	357
b) Conclusions	366
NOTE EN MATIÈRE DE DIVORCE ET DE SÉPARATION DE CORPS	369
§ 2. — <i>Régimes matrimoniaux</i>	371
a) Droit conventionnel positif	371
b) Portée de l'article 20 de la Convention — Régimes matrimoniaux	378
c) Conclusions	380
CHAPITRE VII. — DROIT SUCCESSORAL	385
§ 1. — <i>Essais en vue d'élaborer une convention générale sur les conflits de lois en matière de successions et de testaments</i>	385
§ 2. — <i>Vue d'ensemble des matières réglementées par Conventions. Plan des paragraphes ultérieurs</i>	388
§ 3. — <i>Administration internationale des successions</i>	390
§ 4. — <i>Forme des dispositions testamentaires (Convention de La Haye du 5 octobre 1961)</i>	395
§ 5. — <i>Forme d'un testament international (Convention de Washington du 26 octobre 1973)</i>	397
§ 6. — <i>Inscription des testaments (Convention européenne du 16 mai 1972)</i>	399
§ 7. — <i>Traités sur diverses matières successorales</i>	401
§ 8. — <i>L'arrêt González de la Cour suprême du Pérou</i>	402
a) Le litige devant la Cour suprême du Pérou	402
b) Illustration du conflit de dispositions conventionnelles sur la loi applicable	406
BIBLIOGRAPHIE CHOISIE	410
MATIÈRES « SUI GENERIS » DU DROIT PRIVÉ DES AFFAIRES	421
CHAPITRE VIII. — FAILLITE	423
§ 1. — <i>Droit conventionnel positif</i>	423
a) Réglementations multilatérales	424
b) Traités bilatéraux signés en matière de conflits de juridictions	432
§ 2. — <i>Jurisprudence</i>	441
§ 3. — <i>Conclusions</i>	446
BIBLIOGRAPHIE CHOISIE	448

	PAGES
CHAPITRE IX. — ARBITRAGE	451
§ 1. — <i>Aperçu de droit conventionnel</i>	451
a) Le dispositif conventionnel	451
b) La substance des réglementations conventionnelles	453
c) Clauses de compatibilité et autres dispositions sur la concurrence des traités	454
§ 2. — <i>Jurisprudence</i>	458
a) L'arrêt de la Cour fédérale allemande du 25 mai 1970	458
b) Cour d'arbitrage de Hambourg, décision du 11 novembre 1975	460
c) Cour fédérale allemande, arrêt du 12 février 1976	461
d) L'arrêt de la Cour d'appel de Venise du 21 mai 1976	463
e) Cour de cassation d'Italie (chambres réunies), 25 mai 1976	466
§ 3. — <i>Conclusions</i>	469
BIBLIOGRAPHIE CHOISIE	473
NOTE EN MATIÈRE DE DROIT CAMBIAIRE	477
OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET EXTRA-CONTRACTUELLES	481
CHAPITRE X. — CONTRATS	483
§ 1. — <i>Plan et méthode de l'examen</i>	483
§ 2. — <i>Contrats en général</i>	484
§ 3. — <i>Vente</i>	495
a) LUVI et conflits de lois	496
b) Clauses de compatibilité et réserves de la LUVI.	497
c) Observations à propos de LUVI II	499
d) Éléments de bilatéralisation et de réciprocité.	501
e) Ventes aux consommateurs	502
§ 4. — <i>Quelques contrats spéciaux</i>	505
a) Contrats d'intermédiaire et représentation	505
b) <i>Nautae caupones stabularii</i>	511
CHAPITRE XI. — OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET EXTRA-CONTRACTUELLES EN MATIÈRE DE TRANSPORTS	515
§ 1. — <i>Plan du chapitre</i>	515
§ 2. — <i>Conventions réglementant en premier lieu le contrat de transport</i>	517

	PAGES
§ 3. — <i>Conventions portant en premier lieu sur la responsabilité extra-contractuelle</i>	518
§ 4. — <i>Réglementation de la compétence judiciaire en matière de transports</i>	519
§ 5. — <i>Conventions générales (à éléments mixtes) relatives à différents moyens de transport</i>	520
§ 6. — <i>Conventions relatives à certaines matières spéciales du droit des transports (droits réels, droit public, etc.)</i>	522
BIBLIOGRAPHIE CHOISIE	524
NOTE EN MATIÈRE DE DROIT CONSULAIRE	528
NOTE EN MATIÈRE DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET INDUSTRIELLE ..	529
CHAPITRE XII. — NATIONALITÉ ET MATIÈRES LIMITOPHES	531
§ 1. — <i>Conventions en matière de nationalité</i>	531
§ 2. — <i>Apatrides</i>	533
§ 3. — <i>Réfugiés</i>	536
§ 4. — <i>Travailleurs migrants</i>	542
§ 5. — <i>Sociétés étrangères</i>	545
BIBLIOGRAPHIE CHOISIE	551
TABLE CHRONOLOGIQUE DES DÉCISIONS EN MATIÈRE DE CONCURRENCE DES TRAITÉS	554
PERSPECTIVES ET REMERCIEMENTS	556
LES RÈGLES DE CONFLITS DE CONVENTIONS SONT SPÉCIFIÉES GÉNÉRA- LEMENT EN FIN DE PARAGRAPHE.	

I M P R I M E R I E
G R A N D V I L L E
10, Rue de Malzéville, 10
— N A N C Y —